

Paris, le 25 avril 2014

**Un Premier Mai contre la dictature de la finance
et contre les collaborateurs qui perpétuent son emprise.**

**Un Premier Mai pour un autre partage des richesses
et pour l'élargissement de la démocratie et des droits sociaux.**

Lors de la campagne électorale précédant l'élection présidentielle en France, le candidat Hollande avait fortement pourfendu la finance et les financiers. Mais, devenu Président de la République, il nous a rapidement démontré que la finance n'était nullement son ennemie et que, lui aussi, il était là pour la servir. Ses discours, surtout depuis le 31 décembre 2013, sont de plus en plus en concordance avec ses choix politiques libéraux.

En effet, il n'a jamais pris la moindre mesure susceptible de contrecarrer la domination de la finance et des financiers, ni en matière de régulation bancaire ou financière, ni dans la lutte contre les paradis fiscaux ou la finance off shore, ni contre l'évasion fiscale, ni dans la limitation et le contrôle des opérations spéculatives. Ainsi, la corruption et l'affairisme de nombreux « responsables » politiques et économiques se poursuivent sans faiblir. Chaque nouvelle révélation de quelques journalistes et journaux courageux provoque certes son indignation officielle, mais ne l'incite nullement à prendre la moindre mesure pour mettre un terme à ces pratiques scandaleuses. D'ailleurs, ceux qui préconisent des « réformes courageuses » et qui dénoncent le « coût du travail » sont souvent ceux qui n'hésitent pas à détourner à leur profit une partie de la richesse nationale et qui vivent très confortablement du travail des autres.

Les dispositions législatives et budgétaires prises au cours des derniers mois relèvent d'un profond cynisme. Le gouvernement augmente les taux de TVA avec effet au 1^{er} janvier 2014 pour compenser le coût des 20 milliards d'euros versés aux entreprises par le CICE. En automne 2013, avec une nouvelle réforme des retraites, cette politique augmente à nouveau le chômage, consolide les avantages des employeurs et vient frapper très directement le pouvoir d'achat des personnes retraitées.

Au printemps 2014, les attaques s'accroissent encore, avec de nouveaux milliards d'euros promis aux grosses entreprises, et donc à leurs actionnaires, milliards volés encore une fois au plus grand nombre : 15 millions de retraités, 7 millions de foyers avec enfant et 6 millions de bénéficiaires d'aides au logement vont subir des pertes importantes de pouvoir d'achat. C'est le prix à payer, en fonction des choix du gouvernement, pour financer les nouveaux cadeaux fiscaux et sociaux aux employeurs.

Les personnes retraitées membres de l'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires (UNIRS) jugent cette situation scandaleuse et appellent à y mettre fin.

Ce 1^{er} mai 2014 doit être l'étape d'une grande remobilisation de toutes les victimes de ces politiques responsables de l'augmentation du chômage et des inégalités. Les retraités seront donc aux côtés des « actifs », parfois leurs enfants et leurs petits-enfants, dont les conditions de travail et de rémunération ne cessent de se dégrader face au chômage et à la précarité. La satisfaction des revendications de toutes les victimes de ces plans d'austérité ne peut résulter que d'une large mobilisation capable finalement de remplacer l'oligarchie depuis trop longtemps au pouvoir par une réelle démocratie politique, économique et sociale.

Ceci passe effectivement par une réelle limitation des pouvoirs de la finance qui doit être au service des demandes et des besoins de la population et de l'économie. Toute mobilisation particulière ou spécifique doit nécessairement s'inscrire dans un tel cadre. Les fonctionnaires de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Hôpitaux, le 15 mai prochain, n'obtiendront satisfaction que si d'autres choix politiques privilégiant l'intérêt général et non les profits et dividendes des actionnaires étaient mis en œuvre.

Le 3 juin, l'UNIRS appelle les retraités à participer à une manifestation intersyndicale nationale en revendiquant en priorité un autre partage des richesses et un autre partage du temps de travail : chaque fois que le chômage diminue, chaque fois que la masse salariale augmente, les comptes de la Sécurité sociale s'améliorent et les solidarités peuvent être renforcées.

Les militants et militantes de l'UNIRS seront dans les manifestations unitaires du 1^{er} mai qui se dérouleront dans de très nombreuses villes.

A Paris, la manifestation partira à 15 heures de la Place de la Bastille pour aller à la Place de la Nation (par la Rue du Faubourg Saint Antoine - ordre des « cortèges » : CGT, FSU, Solidaires, FO).